



98AJ Fonds Michel Debré (1912-1996)

Répertoires numériques détaillés

Établis sous la direction d'Odile Gaultier-Voituriez puis de Dominique Parcollet avec la collaboration d'Anne Simonin de 1993 à 2014 (Centre d'histoire de Sciences Po) et sous la direction de Vivien Richard de 2014 à 2018 (Archives nationales)

Première édition électronique

Archives nationales (France)
Pierrefitte-sur-Seine
2018

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_057340

Cet instrument de recherche a été rédigé dans le système d'information archivistique des Archives nationales. Il est en Français.

Il est conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD (version 2002) aux Archives nationales.

INTRODUCTION

Niveau de description

fonds

Intitulé

98AJ Fonds Michel Debré (1912-1996).

Date(s) extrême(s)

1928-1996

Nom du producteur

• [Debré, Michel](#)

Importance matérielle et support

165 ml

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

Conditions d'accès

Ce sous-fonds se compose à la fois d'archives publiques et privées. Les archives publiques sont librement communicables conformément au code du Patrimoine (art. L.213-1 à L.213-3). Quant aux archives privées déposées, leur communication est soumise à l'autorisation du directeur du Centre d'histoire de Sciences Po saisi par les Archives nationales. La reproduction des archives privées est interdite sans l'accord de la famille, sollicitée par le directeur du Centre d'histoire de Sciences Po.

Conditions d'utilisation

Pour des raisons techniques, la consultation des archives de Michel Debré a lieu pour l'instant sur rendez-vous. Après sélection des cotes grâce au répertoire ci-après ou pour des informations sur les inventaires dont les répertoires ne sont pas encore disponibles en ligne, veuillez contacter le département de l'Exécutif et du Législatif : del.an@culture.gouv.fr .

DESCRIPTION

Présentation du contenu

Les archives de Michel Debré ont été subdivisées en sous-fonds correspondant ordinairement aux étapes de sa carrière. Elles comprennent non seulement les archives constituées au cours de ses fonctions officielles, mandats électifs et fonctions gouvernementales mais également des papiers privés ainsi qu'un important volume de correspondance publique et privée.

Les sous-fonds correspondant à des fonctions gouvernementales se distinguent des autres par leurs caractéristiques communes. Outre l'exercice gouvernemental lui-même, cela peut être dû aussi aux permanences entre les trois cabinets ministériels qui s'échelonnent entre 1966 et 1973 : même secrétaire particulière, conseillers communs ou encore organisation du cabinet similaire bien qu'avec un directeur de cabinet différent (Jean-Yves Haberer ayant remplacé Antoine Dupont-Fauville aux Affaires étrangères puis à la Défense nationale). Dans la mesure du possible, la même structuration des répertoires est suivie pour les cinq portefeuilles gouvernementaux.

La logique chronologique est, dans l'ensemble respectée : les dossiers suivis par Michel Debré en tant que Premier ministre ou ministre chargé de la Défense nationale se retrouvent dans le sous-fonds correspondant. Toutefois, quelques exceptions apparaissent, liées à son mode de travail. Ainsi, Michel Debré porte avec conviction certaines réformes alors qu'il occupe telle ou telle fonction et continue à suivre leur application ou évolution dans ses

fonctions suivantes. C'est le cas par exemple pour la question des bidonvilles. La loi est votée en 1965, alors qu'il est député de La Réunion, mais il continue de suivre la question dans ses fonctions gouvernementales suivantes, d'où la présence d'un dossier relatif à cette thématique dans le sous-fonds du ministère de l'Économie et des Finances. On trouvera dans le même sous-fonds des documents relatifs à la création de la Fondation nationale pour la gestion des entreprises (dont la création était prévue par la loi du 3 décembre 1966 sur la formation professionnelle) et à son évolution, lesquels sont bien postérieurs à la période concernée par le sous-fonds.

Sur ces 165 ml, le chercheur suit dans ce fonds plus de cinquante ans de la vie politique française au niveau local comme au niveau national. Le fonds Michel Debré présente une extrême variété typologique, mêlant aux archives d'un parlementaire, d'un ministre et d'un grand élu local, une très riche documentation personnelle et de très nombreux travaux de réflexion, qu'ils soient à l'état de notes manuscrites, de tapuscrits ou de documents préparatoires à des ouvrages publiés. Par ses publications, Michel Debré s'était imposé comme une sorte d'intellectuel praticien qui met en acte une pensée soigneusement élaborée en amont (Jérôme Perrier). La simple lecture des inventaires et bien sûr la consultation de ses archives en témoignent indubitablement. Enfin, le large spectre entretenu par sa correspondance qui court de 1944 à 1996 embrasse toute la vie politique et sociale française dans ses composantes les plus variées.

Une présentation détaillée du contenu est donnée dans l'introduction de l'inventaire de chaque sous-fonds.

Voici le découpage de l'ensemble du fonds en onze sous-fonds :

- **La première carrière publique de Michel Debré**

98AJ/1 Archives de Michel Debré, la construction d'un homme d'État (1928-1958) : répertoire ci-dessous en PDF

- **Fonctions ministérielles (1958-1973)**

98AJ/2 Archives de Michel Debré, garde des Sceaux, ministre de la Justice (1958-1959) : répertoire ci-dessous en PDF

98AJ/3 Archives de Michel Debré, Premier ministre (1959-1962) : répertoire bientôt disponible en PDF

98AJ/4 Archives de Michel Debré, « la traversée du désert » (1962-1966) : répertoire ci-dessous en PDF

98AJ/5 Archives de Michel Debré, ministre de l'Économie et des Finances (1966-1968) : répertoire ci-dessous en PDF

98AJ/6 Archives de Michel Debré, ministre des Affaires étrangères (1968-1969) : répertoire ci-dessous en PDF

98AJ/7 Archives de Michel Debré, ministre d'État chargé de la Défense nationale (1969-1973) : répertoire ci-dessous en PDF

- **Fonctions électives nationales et locales (1948-1992)**

98AJ/8 Archives de Michel Debré, député de la Réunion (1963-1988) : répertoire ci-dessous en PDF

98AJ/9 Archives de Michel Debré, élu local d'Indre-et-Loire (1951-1992) : répertoire ci-dessous en PDF

- **Michel Debré, homme de plume**

98AJ/10 Archives de Michel Debré, écrits politiques (1973-1996) : répertoire ci-dessous en PDF pour la moitié du sous-fonds (mise en ligne complémentaire au premier trimestre 2019)

98AJ/11 Archives de Michel Debré, correspondance (1951-1996) : répertoire ci-dessous en PDF

Liens :

Liens annexes :

Consulter les inventaires ci-dessous.

- 98AJ/1 Archives de Michel Debré, la construction d'un homme d'État (1928-1958)
- 98AJ/2 Archives de Michel Debré, garde des Sceaux, ministre de la Justice (1958-1959)
- 98AJ/4 Archives de Michel Debré, « la traversée du désert » (1962-1966)
- 98AJ/5 Archives de Michel Debré, ministre de l'Économie et des Finances (1966-1968)
- 98AJ/6 Archives de Michel Debré, ministre des Affaires étrangères (1968-1969)

- 98AJ/7 Archives de Michel Debré, ministre d'État chargé de la Défense nationale (1969-1973)
- 98AJ/8 Archives de Michel Debré, député de la Réunion (1963-1988)
- 98AJ/9 Archives de Michel Debré, élu local d'Indre-et-Loire (1951-1992)
- 98AJ/10 Archives de Michel Debré, écrits politiques (1973-1996)
- 98AJ/11 Archives de Michel Debré, correspondance (1951-1996)

Liens annexes :

Consulter les annexes ci-dessous.

- Table des sigles employés dans les répertoires en ligne
- Table générale de concordance des cotes

Type de classement

Le fonds Michel Debré entré par voie extraordinaire constitue la sous-série 98AJ ouverte en 2008 à la faveur de l'entrée de quelques documents aux Archives nationales. Le traitement s'échelonne entre 2015 et 2018 : les sous-fonds non classés le sont progressivement tandis que la description des fonds déjà classés est reprise pour traiter les cartons restés non inventoriés et harmoniser l'ensemble.

Le plan de classement suit la carrière de Michel Debré et la logique proposée par Michel Debré et entretenue par le Centre d'histoire de Sciences Po. Néanmoins, il a semblé nécessaire de scinder le premier sous-fonds en deux nouveaux sous-fonds pour mieux distinguer le sous-fonds du garde des Sceaux, ministre de la Justice. Les sous-fonds ont gardé cette cohérence historique et interne : aucun déplacement entre sous-fonds n'a été effectué. Outre les éléments de vrac rapprochés de leurs sous-fonds logiques, quatre exemples illustrent ce respect de l'histoire du fonds :

- Les dossiers parlementaires de Michel Debré député entre 1963 et 1966 sont toujours présents dans le sous-fonds consacré à sa Traversée du désert (1962-1966), tandis que les dossiers parlementaires de Michel Debré député entre 1973 et 1988 sont demeurés dans le sous-fonds consacré à La Réunion. Les deux sous-fonds concernés n'ont pas été réunis.
- Les écrits de Michel Debré antérieurs à 1973 demeurent dans leurs sous-fonds chronologiques tandis que le sous-fonds 98AJ/10 ne traite que des écrits postérieurs à mars 1973. Le regroupement de tous ces écrits en un seul sous-fonds n'aurait pas respecté l'histoire du fonds.
- Tous les ensembles de correspondance rattachés aux sous-fonds chronologiques le sont demeurés, tandis que le sous-fonds dit « Correspondance » a été traité tel que transmis par Sciences Po. Pour toute recherche dans la correspondance de Michel Debré, il convient donc de bien vérifier la correspondance de chaque sous-fonds (voir la présentation synthétique dans l'introduction du sous-fonds 98AJ/11 Correspondance).
- Enfin, les dossiers de revues de presse et les collections de presse constitués chronologiquement par les cabinets ministériels ou parlementaires de Michel Debré entre 1952 et 1984 sont demeurés dans leurs sous-fonds respectifs au plus près des dossiers de travail qui leur sont contemporains.

Langue des documents

- Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales de France

HISTORIQUE DU PRODUCTEUR

• Biographie

Michel Debré est né le 15 janvier 1912 à Paris de parents médecins : Robert Debré et Jeanne Debat-Ponsan. Après des études au lycée Montaigne puis au lycée Louis-le-Grand, il entre à l'École libre des sciences politiques, devient docteur en droit et intègre l'École des officiers de réserve de la cavalerie à Saumur. À l'âge de 22 ans, il est reçu au Conseil d'État en tant qu'auditeur. En novembre 1938, il entre au cabinet de Paul Reynaud, ministre des Finances.

Mobilisé en 1939 comme officier de cavalerie, il est fait prisonnier à Artenay en juin 1940, mais parvient à s'évader en septembre de la même année. Il reprend alors ses fonctions au Conseil d'État, puis, d'avril à octobre 1941, travaille comme directeur de cabinet d'Emmanuel Mönick, secrétaire général du Protectorat français du Maroc, où il est plus particulièrement chargé de la surveillance des prix. Dans ses *Mémoires*, c'est de cette époque qu'il date ses premières actions de Résistance, sous le pseudonyme de Fontevault puis de François Jacquier. Il appartient au réseau « Ceux de la Résistance ».

Durant l'été 1943, il est chargé par le général de Gaulle d'établir la liste des préfets qui remplaceront, à la Libération, ceux que le régime de Vichy a mis en place. Il rédige ainsi l'ordonnance du 10 janvier 1944 portant division du territoire en commissariats régionaux de la République et création des commissariats généraux de la République.

En août 1944, lui-même devient commissaire de la République à Angers. En 1945, le général de Gaulle lui demande de le rejoindre à Paris, sans doute sur les conseils de son directeur de cabinet, Gaston Palewski, que Michel Debré a côtoyé au cabinet de Paul Reynaud à la fin des années 1930. Il est alors chargé d'une mission de réforme de la fonction publique et de recrutement des hauts fonctionnaires : c'est à cette occasion qu'il crée l'École nationale d'administration [ENA], reprenant ainsi un projet imaginé par Jean Zay dans l'entre-deux-guerres. Michel Debré souhaite que le premier concours soit ouvert aux jeunes gens issus de la Résistance ou revenus des camps de déportation et de prisonniers : il se fait nommer directeur provisoire et arrête la liste des candidats à la première promotion de l'ENA. Parmi eux, figurent notamment Jacques Duhamel, Simon Nora, Yves Guéna, Alain Peyrefitte. Il fait nommer Pierre Racine directeur des stages. C'est également l'époque de la création d'une direction de la Fonction publique et celle de la Fondation nationale des sciences politiques et de l'Institut d'études politiques de Paris. Enfin, le général de Gaulle le charge d'une mission de réforme de la carte administrative pour laquelle il imagine les « grands départements ». Cette réforme, compte tenu du départ du général de Gaulle n'aboutit pas.

Après le départ du général de Gaulle, Michel Debré quitte sa mission et accompagne Emmanuel Mönick, devenu gouverneur de la Banque de France, et Léon Blum, aux États-Unis.

En novembre 1946, il fait sa première tentative en politique : sur les conseils du général de Gaulle, il se présente aux élections législatives à la tête d'une liste du Rassemblement des gauches républicaines en Indre-et-Loire. Il s'agit d'un échec à la suite duquel il revient dans l'administration : chargé de mission au commissariat général aux Affaires allemandes et autrichiennes, il a pour tâche de coordonner les études liées au projet de rattachement économique de la Sarre à la France. Lorsqu'en 1947 sa mission prend fin, il devient secrétaire général aux Affaires allemandes et autrichiennes. Mais, en désaccord avec la politique menée par le Gouvernement vis-à-vis de l'Allemagne, il se présente aux élections sénatoriales de novembre 1948 où il est élu au sénateur d'Indre-et-Loire au Conseil de la République. Il entame alors près de quarante-cinq années d'élus de ce département. Il fait du Conseil de la République, où il prend la parole plus de trois cents fois en dix ans, sa tribune contre le système politique issu de la constitution de la IV^e République.

Fidèle au général de Gaulle, Michel Debré participe à la mi-janvier 1947, à la création du Rassemblement du peuple français [RPF]. Toutefois, par fidélité à ses électeurs, il s'inscrit au Conseil de la République au sein du groupe radical puisqu'il a été élu sur une liste bénéficiant du double patronage radical et gaulliste, mais aussi à l'intergroupe gaulliste. Cela n'empêche pas qu'on le considère un moment comme rallié à la IV^e République.

Au sein du RPF, il est chargé de présenter au général de Gaulle un projet de gouvernement et entame une réflexion sur les réformes à mettre en œuvre dans le cas où le Général reviendrait au pouvoir.

L'année 1951 marque un tournant pour Michel Debré : il quitte définitivement le parti et le groupe radical au Conseil de la République. C'est également l'année de son élection au conseil général d'Indre-et-Loire dans le canton d'Amboise où il reste élu jusqu'en 1970.

En ces années de construction européenne, Michel Debré s'illustre par son opposition farouche au projet de Communauté européenne de défense [CED] qu'il qualifie, dans plusieurs lettres à Paul Reynaud, de « nouvelle affaire Dreyfus », s'aliénant des amis de longue date comme Raymond Aron ou Georges Bidault. Il était pourtant quelques années auparavant le partisan d'une Europe uniforme, et participa, au côté de Paul Ramadier et François Mitterrand notamment, au Conseil de l'Europe unie, la branche française de l'*United European Movement*. En 1949, il est également rapporteur du projet de ratification des statuts du Conseil de l'Europe.

Élu en 1952 par le Conseil de la République à l'assemblée parlementaire de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, il est chargé d'élaborer la future Communauté politique européenne [CPE] qui doit chapeauter l'armée européenne prévue par le traité de la CED. Opposé à toute idée de fédéralisme, il y est très isolé. Adoptée mais très vite enterrée avec le projet de CED, la CPE ne voit jamais concrètement le jour. Le combat fébrile qu'il a mené contre le traité de CED a conféré à Michel Debré une forme de reconnaissance politique, y compris au sein du RPF.

L'autre grande question politique qui anime ces années est la colonisation. Héritier d'une vision du monde opposant le monde occidental à l'URSS et ses alliés, Michel Debré se prononce contre la décolonisation et pour l'Algérie française. La présence de la France dans ses colonies est un des instruments de sa grandeur. Il est partisan de réformes dans le sens d'une participation plus grande des élites indigènes à l'administration de leur pays.

La loi sur les apparentements, qu'il considère comme un trucage électoral destiné à empêcher le retour des gaullistes au pouvoir ainsi que les positions des gouvernants sur l'Afrique du Nord à partir de 1955, consacrent la rupture de Michel Debré avec le régime de la IVe République. À compter de 1957, il ne cesse de réclamer un gouvernement de salut public présidé par le général de Gaulle et crée *Le Courrier de la colère*, tribune dans laquelle il publie de violents articles tels que « Jusqu'à la guillotine... » en novembre 1957, ou encore « Mourrons-nous du gâchis ? » en décembre 1957.

Dès lors, avec le « groupe des six » (Jacques Foccart, Olivier Guichard, Christian de La Malène, René Ribière, Pierre Lefranc et lui-même) il ne cesse d'œuvrer activement au retour du général de Gaulle au pouvoir. En mars 1958, sa campagne pour les cantonales se fait largement l'écho des questions nationales tout comme ses interventions au Conseil de la République.

De Gaulle, devenu chef du Gouvernement, nomme Michel Debré garde des Sceaux, ministre de la Justice. Avec un groupe de constituants, il s'attelle dès lors à la rédaction de la Constitution qui doit être soumise à référendum huit semaines plus tard. Il est unanimement considéré comme le « père » de la constitution de la Ve République. Outre la rédaction de la constitution, Michel Debré conduit plusieurs réformes au ministère de la Justice, dont celles de la carte judiciaire et de la rénovation du statut des magistrats.

Après l'adoption par référendum de la nouvelle Constitution et la victoire des gaullistes aux législatives, il est le premier à occuper la fonction de Premier ministre de la Ve République à compter du 8 janvier 1959, formant un gouvernement majoritairement issu des rangs de l'Union pour la nouvelle République. Il entend exercer pleinement les prérogatives que prévoit pour lui le texte de la Constitution et notamment ses articles 20 et 21 qui attribuent au chef du Gouvernement le choix de celui-ci ainsi que la conduite de l'action du gouvernement. Il a de nombreux projets – mûris de longue date – afin de rénover la France. Ardent partisan de la présence française en Algérie, il évolue cependant en faveur d'une large autonomie et c'est très fermement qu'il réagit au putsch des généraux le 21 avril 1961. Les autres aspects de son action concernent à peu près toutes les facettes de l'action publique : encouragement et assouplissement du crédit, dissuasion nucléaire, promotion sociale par le mérite, augmentation du budget de la recherche scientifique, création du centre national d'études spatiales [CNES], loi sur l'enseignement privé (1959), réforme de la Sécurité sociale, etc. Il contribue ainsi à la modernisation de la France.

De 1962 à 1966, il n'exerce plus de fonctions gouvernementales mais n'en reste pas moins très actif sur la scène nationale à travers son mandat de député de La Réunion où il est élu pour la première fois en mars 1963. En juillet 1966, il est également élu maire d'Amboise et le reste jusqu'en 1988.

À compter du 8 janvier 1966, Michel Debré succède à Valéry Giscard d'Estaing comme ministre de l'Économie et des Finances. Il le reste durant deux années ponctuées de nombreuses réformes : installation de la mission de rationalisation des choix budgétaires, généralisation de l'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée des commerçants, artisans et prestataires de services, mise en place des contrats de programme destinés à modérer l'inflation, création de l'Institut national de la consommation, de la Commission des opérations de bourses [COB], des groupements d'intérêts économiques, etc. Dotée d'une conception extensive de son domaine de compétence, il met également sur pied une loi sur la formation professionnelle qui crée le congé formation. En mai 1968, écarté des négociations de Grenelle par Georges Pompidou, il démissionne.

À partir de juin 1968, à la suite du remaniement du gouvernement de Georges Pompidou, il devient ministre des Affaires étrangères et le demeure le mois suivant lors de la formation du gouvernement de Maurice Couve de

Murville. Entre autres actions, il réforme la carrière des fonctionnaires, crée une direction des Affaires juridiques, fonde un bureau de prospective, qui deviendra le Centre d'analyse et de prévision [CAP], et modifie les rapports entre l'administration centrale et les postes diplomatiques.

Après l'accession de Georges Pompidou à la présidence de la République en 1969, Michel Debré accepte de faire partie du gouvernement de Jacques Chaban-Delmas comme ministre d'État chargé de la Défense nationale. Là encore il met en œuvre de nombreuses réformes et fait notamment paraître, en 1972, le premier *Livre blanc de la Défense*.

Après avoir quitté ses fonctions gouvernementales en mars 1973, Michel Debré reste un parlementaire très actif et participe aux grands débats de son temps. En 1979, il est élu au Parlement européen et un an plus tard il annonce sa candidature à l'élection présidentielle de 1981. Il ne recueille que 1,66 % des voix au premier tour et appelle à voter au second tour pour Valéry Giscard d'Estaing. En 1988, il ne se représente pas à la députation. En 1989, il quitte la mairie d'Amboise et en 1992 le conseil général d'Indre-et-Loire où il est élu depuis 1951.

Il consacre les dernières années de sa vie à l'écriture : élu le 24 mars 1988 au premier fauteuil de l'Académie française, il rédige ses *Mémoires* grâce à ses dossiers de fonction qu'il conserve dans une dépendance de sa propriété de Montlouis-sur-Loire. Ses *Mémoires* viennent clore cinquante ans de publications qui font de Michel Debré l'un des hommes politiques de sa génération à avoir le plus analysé le pouvoir. Attachant une grande importance aux idées, il a allié réflexion et action dans chacune des fonctions gouvernementales et électives qu'il a pu remplir.

Atteint de la maladie de Parkinson, il décède le 2 août 1996 à Montlouis-sur-Loire.

• Résumé des fonctions électives et gouvernementales

Fonctions gouvernementales

- Garde des Sceaux, ministre de la Justice (1er juin 1958-8 janvier 1959) et par intérim ministre de la Reconstruction et du Logement et ministre des Anciens combattants et des Victimes de guerre (3-9 juin 1958)
- Premier ministre (8 janvier 1959-14 avril 1962) et par intérim ministre de l'Éducation nationale (23 décembre 1959-15 janvier 1960)
- Ministre de l'Économie et des Finances (8 janvier 1966-31 mai 1968)
- Ministre des Affaires étrangères (31 mai 1968-20 juin 1969)
- Ministre d'État chargé de la Défense nationale (22 juin 1969-28 mars 1973)

Fonctions électives

- Sénateur d'Indre-et-Loire (7 novembre 1948-1er juin 1958)
- Conseiller général d'Indre-et-Loire, canton d'Amboise (14 octobre 1951-15 mars 1970 et 19 mars 1976-3 avril 1992)
- Conseiller municipal d'Amboise (15 mars 1959-2 juillet 1966) puis maire d'Amboise (2 juillet 1966-24 mars 1989)
- Député de La Réunion (2 avril 1963-14 mai 1988)
- Député européen (1979-1980)

ENTREE ET CONSERVATION

Modalités d'entrée

Les 165 ml d'archives conservés à la Fondation nationale de sciences politiques [FNSP] ont été pris en charge en trois fois (les 24 juin, 22 septembre 2014 et 30 mai 2016) et confiés au pôle « Chefs du Gouvernement » du département de l'Exécutif et du Législatif : les archives publiques ont été remises et les archives privées déposées.

Si l'essentiel du fonds est entré aux Archives nationales en vertu de la convention-cadre signée en 2014 avec la FNSP, quelques documents avaient auparavant été revendiqués en vente aux enchères publiques par la direction des Archives de France le 18 décembre 2008. Il s'agit de notes et de correspondance adressées au général de Gaulle qui ont été réintégrés dans les sous-fonds correspondants.

Par ailleurs, le fonds 168J des archives départementales d'Indre-et-Loire (AD37) a été confié aux Archives nationales en 2018. En effet, il ne s'agit pas d'un fonds complémentaire mais bien d'une partie du fonds initial de Michel Debré

restée à la mairie d'Amboise après 1989. Les documents ne concernant par ailleurs en rien l'Indre-et-Loire, les AD37 ont décidé de le confier aux Archives nationales pour l'insertion de ces articles aux emplacements adéquats.

Une table générale de concordance relie les cotes initiales du fonds DE de Sciences Po, du fonds 168J des AD37 et du premier inventaire du fonds 98AJ des Archives nationales aux nouveaux inventaires publiés en 2018. Cette table a été déclinée pour chaque sous-fonds concerné.

Historique de la conservation

Dans le discours que Michel Debré prononce en 1992 à l'occasion de l'inauguration des locaux d'archives du Centre d'histoire de l'Europe du XXe siècle [CHEVS], Michel Debré indique : « Lorsque j'ai quitté Matignon en 1962, j'ai considéré que je n'avais pas à garder d'archives personnelles. Malheureusement, quelques mois après, un chercheur est venu me dire que l'État n'en avait rien fait sinon les laisser dans une cave où elles furent victimes des rats et de l'humidité. Lorsqu'en 1966 je suis revenu au gouvernement j'ai donc décidé de garder mes archives et grâce à Janine Letrosne que je ne saurais trop remercier, elles ont été protégées... ». Si cette phrase semble quelque peu excessive concernant les archives de Michel Debré comme Premier ministre, elle n'en est pas moins vraie pour sa seconde partie : à partir de 1966, Michel Debré fait régulièrement acheminer les archives alors constituées dans sa propriété de Montlouis-sur-Loire (Indre-et-Loire), où un bâtiment entier leur est affecté. Il s'assure ainsi de la conservation de la documentation qui lui permet d'écrire ses *Mémoires* en collaboration avec Odile Rudelle, chercheuse au Centre d'études de la vie politique française [CEVIPOF], dans les années 1980 et 1990.

Très tôt, Michel Debré a l'idée qu'un homme politique de premier plan, acteur de l'Histoire, se doit de témoigner de son expérience. Ainsi a-t-il apporté un soin particulier au classement et à la conservation de ses archives comme en témoignent les annotations qu'il a régulièrement laissées sur les dossiers.

Janine Letrosne, sa secrétaire particulière au ministère de l'Économie et des Finances, chargée du classement des dossiers au moment de leur production, est également intervenue sur le classement des archives à Montlouis-sur-Loire. Par ailleurs, dans les années 1980, à Montlouis-sur-Loire toujours, d'autres personnes interviennent sur le fonds. C'est en effet à cette époque que l'écriture des *Mémoires* débute. Dans ce travail, Michel Debré est assisté par l'historienne Odile Rudelle tandis que de jeunes chercheurs, comme Anne Simonin, poursuivent la mise en ordre des dossiers, notamment en vue de leur transfert à la FNSP. Il semble que l'ordre des dossiers ne soit pas bouleversé, mais les chemises de certains d'entre eux sont alors retirées et remplacées, quelques documents probablement déplacés, d'autres ponctuellement retirés ainsi qu'en attestent des pièces faisant office de fantômes.

Dès 1989, Michel Debré décide, en concertation avec René Rémond, président de la FNSP, de confier ses archives à Sciences Po. Il fait dation de la partie privée par un acte sous seing privé en 1991 et par un second devant notaire en 1993.

Des éliminations concernant la correspondance personnelle ont probablement lieu avant le transfert à la FNSP par souci du respect de la vie privée. Ces éliminations auraient été effectuées par deux des secrétaires particulières de Michel Debré (Janine Letrosne et Maryvonne Pineau).

Lorsque le fonds entre à la FNSP en 1993, un plan de classement est établi, reprenant par sous-fonds les grandes étapes de la carrière de Michel Debré. Le classement des sous-fonds démarre selon une description plus ou moins aboutie en fonction du temps dont ont disposé les intervenants, sous la responsabilité successive d'Odile Gaultier-Voituriez et de Dominique Parcollet.

Sont ainsi classés :

- le sous-fonds consacré aux années 1930-1958 dans une version provisoire dès 1993 complétée en 2007 pour les questions européennes et en 2001 pour le passage fondateur de Michel Debré place Vendôme,
- le sous-fonds consacré à la période Matignon (1959-1962) en 2000,
- les sous-fonds consacrés au ministère de l'Économie et des Finances (1966-1968) et à La Réunion (1963-1988) en 2003,
- et le sous-fonds consacré aux Affaires étrangères (1968-1969) en 2011.

Un premier travail sur les sous-fonds consacrés aux années 1962-1966 et au ministère d'État à la Défense nationale (1969-1973) proposait des instruments de recherche provisoires. Le classement des sous-fonds consacrés

aux mandats de Michel Debré en Indre-et-Loire, à ses écrits postérieurs à 1973 et à sa correspondance à partir essentiellement des années 1960 n'avait pas été engagé.

En 2014 et en 2016, conformément à la décision de 1993 et à la récente convention qui lie la FNSP aux Archives nationales, le fonds est transféré aux Archives nationales (site de Pierrefitte-sur-Seine).

Evaluation, tris et éliminations

Aucune élimination n'a été effectuée par les Archives nationales, en-dehors de doubles.

SOURCES ET REFERENCES

Sources complémentaires

• Archives nationales (site de Pierrefitte-sur-Seine)

- *Fonds de la présidence de la République*
- 5AG1 Fonds de la présidence de Gaulle.
- 5AG2 Fonds de la présidence Pompidou et en complément le fonds mixte 555AP Georges et Claude Pompidou.
- 5AG3 Fonds de la présidence Giscard d'Estaing et en complément le fonds mixte 500AJ Valéry Giscard d'Estaing.
- *Fonds de cabinets ministériels*
- Cabinets de Michel Debré, Premier ministre (1959-1962) : 19780074, 19780578, 19820478, 19860682, 20080478 et 2010015
- Cabinets de Nafissa Sid Cara, secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargée des questions sociales en Algérie et de l'évolution du statut personnel de droit musulman (1959-1962) : 19830229 et fonds mixte 103AJ
- Cabinet de Louis Terrenoire, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Information (1961-1962) : 449AP
- Cabinet de Pierre Guillaumat, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Énergie atomique (1960-1962) : 539AP
- Cabinet de Michel Debré, ministre de l'Économie et des Finances, dossiers de Jean Daney de Marcillac : 540AP
- *Autres fonds mixtes*
- 97AJ Fonds Christian Fouchet.
- 103AJ Fonds Nafissa Sid Cara
- 110AJ Fonds René Brouillet
- 112AJ Fonds Jacques Soustelle
- 115AJ Fonds Pierre Mendès France
- 500AJ Fonds Valéry Giscard d'Estaing
- 340AP Fonds Michel Poniatowski
- 449AP Fonds Louis Terrenoire
- 491AP Fonds Edgard Pisani
- 505AP Fonds Edgar Faure
- 539AP Fonds Jean Donnedieu de Vabres
- 540AP Fonds Jean Daney de Marcillac
- 543AP Fonds Édouard Balladur
- 547AP Fonds Gaston Palewski
- 555AP Fonds Georges et Claude Pompidou
- *Archives audiovisuelles*
- Présidence de Gaulle : 2AV/39
- Présidence Pompidou : 2AV/109
- Commission des archives constitutionnelles de la Ve République (2003-2011) : 20130645
- Fonds René Brouillet : 110AJ/368
- Témoignage de Michel Debré sur le camp de Mathausen : 6AV/944-945 (25-26 octobre et 18 décembre 1990)
- Témoignage de Michel Debré sur les femmes politiques françaises de la Libération aux années 1970 : 6AV/677 (19

février 1992)

• **Service des archives économiques et financières**

• Dossiers de conseillers du cabinet de Michel Debré, ministre de l'Économie et des Finances : 1A-000039 à 1A-0000040 ; 1A-0000043 à 1A-000044 : 1A-0000060 à 1A-00000, 1A-000097-1A-0000098, 1A-00000138 à 1A-00000159 , 1A-0000176 à 1A-0000179 , - 1A-0000103/1-1A-0000103/4 (dont Lucien Corel, Michel Hauswith, André Mathonnet et Denis Pfeiffer).

• 5A Fonds Jean-Louis Haberer.

• Témoignages oraux, dont François Bloch-Lainé, Lucien Corel, Pierre Cortesse, Antoine Dupont-Fauville, Jean-Yves Haberer et Pierre Racine.

• **Archives départementales**

• On pourra consulter, en série W, les fonds du cabinet du préfet ainsi que ceux des services des Renseignements généraux, concernant notamment les voyages de Michel Debré en province, à commencer par la série W des archives départementales d'Indre-et-Loire. Pour les années de la Libération, il convient de se tourner également vers les archives départementales du Maine-et-Loire.

• Cf. aussi aux archives départementales d'Indre-et-Loire le fonds 175J André-Georges Voisin et fonds figurés 5 Fi, 9 Fi et 27 Fi.

• **Institut national de l'audiovisuel [INA]**

• L'INA conserve 399 documents audio et audiovisuels concernant Michel Debré de 1945 à 2015, qu'il s'agisse de discours officiels, de reportages concernant des voyages en France et à l'étranger ou encore de documentaires ne faisant que l'évoquer.

• **Fondation nationale des sciences politiques**

• Fonds Maurice Couve de Murville

• Fonds Jean-Marcel Jeanneney

• Fonds Pierre Racine

Bibliographie

• **Œuvres publiées de Michel Debré [par ordre chronologique]**

• *L'Artisanat, classe sociale : la notion d'artisan, la législation artisanne*, Paris, Dalloz, 1934.

• *Refaire la France : l'effort d'une génération* avec Emmanuel Monick sous les pseudonymes Jacquier-Bruère, Paris, Plon, 1945.

• *Demain la paix : esquisse d'un ordre international*, avec Emmanuel Monick sous les pseudonymes Jacquier-Bruère, Paris, Plon, 1945.

• *La Mort de l'État républicain*, Paris, Gallimard, 1947.

• *Projet de pacte pour une union d'États européens*, Paris, Nagel, 1950.

• *La République et son pouvoir*, Paris, Nagel, 1950.

• *Le Livre de bord de ma Renault Frégate*, Paris, Nagel, 1950 [parution sans auteur].

• *La République et ses problèmes*, Paris, Nagel, 1952.

• *Le Livre de l'amateur de bon vin*, Paris, Nagel, 1955 [parution sans auteur].

• *Ces Princes qui nous gouvernent*, Paris, Plon, 1957.

• *Refaire une démocratie : un État, un pouvoir*, Paris, Plon, 1958.

• *Au Service de la nation : essai d'un programme politique*, Stock, 1963.

• *Jeunesse, quelle France te faut-il ? : essai pour une politique nationale*, Paris, Plon, 1965.

• *Le Grand Débat : Michel Debré et Pierre Mendès France*, Paris, Gonthier, 1966.

• *Sur le gaullisme*, Paris, Plon, 1967.

• *À la jeunesse*, Paris, Plon, 1968.

• *Lettre à des militants sur la continuité : l'ouverture et la fidélité*, Paris, Plon, 1970.

• *Une certaine idée de la France*, entretiens avec Alain Duhamel, Paris, Fayard, 1972.

• *Combat pour les élections de 1973*, Paris, Plon, 1973.

- *Pour un nouveau bond : la Réunion en avant !*, Plon, 1973.
- *Une politique pour La Réunion*, Paris, Plon, 1974.
- *Ami ou ennemi du peuple ?*, Paris, Plon, 1975.
- *La Réunion préservée, la Réunion convoitée !*, Paris, Plon, 1976.
- *Le Pouvoir politique*, en collaboration avec Jean-Louis Debré, Paris, Seghers, 1976.
- *Le Gaullisme*, en collaboration avec Jean-Louis Debré, Paris, Plon, 1977.
- *Français, choisissons l'espoir*, Paris, Albin Michel, 1979.
- *Lettre ouverte aux Français sur la reconquête de la France*, Paris, Albin Michel, 1980.
- *Peut-on lutter contre le chômage ?*, Paris, Fayard, 1982.
- *Trois républiques pour une France*, Paris, Albin Michel, 1984-1994, 5 volumes : tome 1, *Combattre* (1912-1945), avec la collaboration d'Odile Rudelle, Paris, Albin Michel, 1984 ; tome 2, *Agir* (1946-1959), Paris, Albin Michel, 1988 ; tome 3, *Gouverner* (1958-1962), Paris, Albin Michel, 1988 ; tome 4, *Gouverner autrement* (1962-1970), Albin Michel, 1993 ; tome 5, *Combattre toujours* (1970-1993), 1994.
- *Discours de réception à l'Académie française*, Paris, Albin Michel, 1989.
- *Amboise*, Paris, Champs-Élysées, 1991.
- *Entretiens avec le général de Gaulle (1961-1969)*, Paris, Albin Michel, 1993.
- *Entretiens avec Georges Pompidou (1971-1974)*, Paris, Albin Michel, 1996.
- **Ouvrages publiés sur Michel Debré [par ordre chronologique]**
- Gauvin Gilles, *Michel Debré et l'île de La Réunion*, Paris, Montréal, L'Harmattan, 1996.
- Samuel Patrick, *Michel Debré : l'Architecte du général*, Suresnes, Frelan, 2000.
- Gauvin Gilles, *Michel Debré et l'île de La Réunion : une certaine idée de la plus grande France*, Presses universitaires du Septentrion, 2006.
- Aromatorio Silvano, *La Pensée politique et constitutionnelle de Michel Debré*, LGDI, 2006.
- Kopecky Maurice, *La politique de recherche et le volontarisme économique et industriel de Michel Debré*, Paris, Association des amis de Michel Debré, 2010.
- Perrier Jérôme, *Michel Debré*, Paris, Ellipses, 2010.
- Perrier Jérôme, *Entre administration et politique : Michel Debré (1912-1948) au service de l'État à l'entrée au forum*, Bayonne, Institut universitaire Varenne, 2013.
- **Actes de colloque et recueils d'articles [par ordre chronologique de publication]**
- *Une passion pour la France : hommage à Michel Debré*, Paris, Association des amis de Michel Debré, 1997.
- *Michel Debré et la constitution de la Ve République*, actes du colloque organisé par l'Association des amis de Michel Debré le 3 octobre 1998 à Paris (palais du Luxembourg), Paris, Association des amis de Michel Debré, 1999.
- *Michel Debré et l'Europe*, actes du colloque organisé par l'Association des amis de Michel Debré le 5 avril 2001 à Paris (palais du Luxembourg), Paris, Association des amis de Michel Debré, 2002.
- *Michel Debré, Premier ministre (1959-1962)*, dir. S. Berstein, P. Milza et J.-F. Sirinelli, actes du colloque organisé par la FNSP les 14-16 mars 2002 à Paris (Centre d'histoire de Sciences Po), Paris, Presses universitaires de France, 2005.
- *Michel Debré, un réformateur aux Finances (1966-1968)*, actes de la journée d'étude organisée par le Comité pour l'histoire économique et financière de la France le 8 janvier 2004 à Paris (ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie), Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2005.
- *Michel Debré et l'Algérie*, actes du colloque organisé par l'Association des amis de Michel Debré les 27 et 28 avril 2006 à Paris (Assemblée nationale), Paris, Éditions Champs-Élysées, 2007.
- *Michel Debré, un grand réformateur*, actes du colloque organisé par l'Association des amis de Michel Debré le 30 novembre 2002 à Lyon, Paris, Association des amis de Michel Debré, 2012.
- **Articles, chapitres et notices sur Michel Debré [par ordre chronologique]**
- *Espoir*, n° 110, n° thématique consacré à Michel Debré, janvier 1997.
- Rudelle Odile, « Michel Debré et la Communauté européenne de défense », dans *De Gaulle et le RPF (1947-1955)*, Fondation Charles-de-Gaulle, Université de Bordeaux, Paris, Armand Colin, 1998, p. 556-562.
- Rouvillois Frédéric, « Se choisir un modèle : Michel Debré et le parlementarisme anglais en 1958 », dans *Revue*

française d'histoire des idées politiques, n° 12, août-décembre 2000, p. 347-366.

• Verry Élisabeth, « Au nom de la France : Michel Debré, commissaire de la République pour la région d'Angers (10 août 1944-8 avril 1945) », dans Marais Jean- Luc, *Les Préfets de Maine-et-Loire*, Presses universitaires de Rennes, 2000, consultable en ligne, URL : <https://books.openedition.org/pur/16475> .

• Rudelle Odile, « Michel Debré », dans *Dictionnaire critique de la République*, dir. V. Duclert et C. Prochasson, Paris, Flammarion, 2002.

• Choisel Francis, « Michel Debré », dans *Premiers ministres et présidents du Conseil depuis 1815*, Paris, Perrin, 2007 [1re édition 2002], coll. « Tempus », p. 734-744.

• Rudelle Odile, « Michel Debré : une Résistance de gouvernement ou comment un vieux républicain devient légitimiste », dans *Pourquoi résister ? Résister pour quoi faire ?*, dir. Jean Quellien, Caen, Centre de recherche d'histoire quantitative, CNRS-Université de Caen Basse-Normandie, 2006, p. 113-122.

• Bernstein Serge, « Michel Debré », dans *Dictionnaire De Gaulle*, dir. C. Andrieu, P. Braud et G. Piketty, Paris, Robert Lafont, 2010, coll. « Bouquins », p. 314-318.

• Rudelle Odile, « Idée républicaine, lois fondamentales, résistance constitutionnelle : de Claude Nicolet à Michel Debré, en passant par Marc Bloch et Tocqueville », dans *Renouveau du droit constitutionnel : mélanges en l'honneur de Louis Favoreu*, Paris, Dalloz, 2007, pp. 915-936.

• Rudelle Odile, « Michel Debré », dans *Dictionnaire de la France libre*, dir. F. Broche, G. Caïtucoli, J.-F. Muracciole, Paris, Robert Lafont, 2010, coll. « Bouquins », p. 407-409.

• *Cahiers pour une histoire de l'ENA*, n° 5 intitulé « Hommage à Michel Debré et à la promotion France combattante », Paris, La Documentation française, 2012.

• Richard Vivien, « Quand le Premier ministre décrète le remeublement de Versailles », dans *Château de Versailles de l'Ancien Régime à nos jours*, n° 23, octobre-décembre 2016, p. 76-79.

• **Catalogues d'expositions [par ordre chronologique]**

• 1997. - Paris (Assemblée nationale) : *Michel Debré (1912-1996)*, Assemblée nationale, 1997.

• 2012. - Amboise (mairie) et Paris (ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie), : *Centenaire de la naissance de Michel Debré : hommage national à Michel Debré (15 janvier 1912-2 août 1996)*, Paris, Association des amis de Michel Debré, 2012.

• **Articles sur les archives de Michel Debré [par ordre chronologique]**

• Perrier Jérôme, « Les archives de Michel Debré (Archives d'histoire contemporaine du Centre d'histoire de Sciences Po) », dans *Histoire@Politique*, vol. 21, n° 3, 2013, p. 155-166, consultable en ligne, URL : <https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2013-3-page-155.html> .

• Ponte Ludivine, « Le fonds Michel Debré », dans *Mémoire d'avenir : le journal des Archives nationales*, n° 29, janvier-mars 2018, p. 4.

• Richard Vivien, « Les archives de Michel Debré », dans *Mémoire d'avenir : le journal des Archives nationales*, n° 33, janvier-mars 2019, p. 5.

Répertoires numériques détaillés